



La Commune



Aurore Martin extradée à Madrid

Communiqué du NPA Pays Basque

Les scélérats !

Manuel Valls, premier flic de France, a osé. Il a remis, quatre heures à peine après son arrestation, à la sauvette, honteusement, la militante basque Aurore Martin à la police espagnole dont on sait qu'elle torture. Hollande-Valls ont donc appliqué le mandat d'arrêt européen (MAE) qui menaçait Aurore depuis deux ans et que Sarkozy-Guéant n'avaient pas mis à exécution face à la mobilisation quasi-unanime en faveur de la militante.

Aurore risque désormais jusqu'à 12 ans de prison.

Faut-il rappeler qu'Aurore Martin faisait l'objet d'un mandat d'arrêt européen à la demande de Madrid pour des faits de participation, en 2006 et 2007 à 6 réunions publiques, 4 dans l'Etat espagnol, deux en France et la rédaction d'un article dans le journal Gara, journal parfaitement légal, dans tous les kiosques du pays basque. Son crime ? Etre membre du parti politique Batasuna, illégal dans l'Etat espagnol, parfaitement légal en France. 6 réunions publiques, un article ! Comme le rappelle le Syndicat de la Magistrature : " Il n'y a ni armes, ni contacts avec ETA, ni apologie de la violence, rien ". Bien au contraire, Aurore Martin a prôné dans ces réunions et cet article la solution d'une paix négociée, en Pays basque. Tout comme son parti, Batasuna, depuis deux ans, tout comme l'immense majorité de la population basque qui aspire à la paix enfin. Et aujourd'hui en Iparralde, Aurore est une militante active au sein de Bake Bidea, en faveur de la résolution politique, démocratique et pacifique du conflit basque.

Cette extradition est donc une provocation policière qui vise la liberté d'expression de ceux qui, de part et d'autre des Pyrénées, considèrent que la solution à 40 années de guerre est enfin à portée de main. C'est l'acte odieux de deux gouvernements qui veulent donc attiser la violence, poursuivre la guerre et continuer à verser le sang. Manuel Valls est un pyromane dirigé par un irresponsable, Hollande, qui, aussitôt élu, tourne le dos à ses promesses (déclaration de juillet 2011). Le gouvernement Hollande, avec en fer de lance son ministre de l'intérieur Valls en lien étroit avec le gouvernement Rajoy, tente de saboter le processus de résolution du conflit.

Les comités NPA du Pays basque sont inconditionnellement aux côtés de toutes celles et tous ceux qui exigent :

Liberté pour Aurore Martin !

Nous appelons aux rassemblements et initiatives qui seront organisés pour demander la libération d'Aurore et son retour en Euskal Herri, entre autres celle du lundi 5 novembre à 13h00 devant la sous-préfecture de Bayonne.

NPA Pays basque, 2 novembre 2012

Modifié le samedi 03 novembre 2012

Voir aussi dans la catégorie Pays Basque



Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble des prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... >>

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... >>



Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... >>

Les élections générales viennent d'avoir lieu au Royaume d'Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue avant tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... >>

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont de cesse de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... >>

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l'État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... >>
